

PRÉFET DE MAINE-ET-LOIRE

DIRECTION DE L'INTERMINISTERIALITE  
ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE  
Bureau des procédures environnementales et foncières

-----  
installations classées pour la protection de l'environnement

La préfète de Maine-et-Loire,  
Officier de la Légion d'Honneur,  
Officier de l'Ordre National du Mérite,

**ARRÊTÉ 2017 n° 4 du 13/01/17** portant mise en demeure  
Installations Classées pour la Protection de l'Environnement

**Société ALLTUB FRANCE, à Saumur, installations de fabrication de tubes d'aluminium**

**Vu** le Code de l'Environnement, en particulier ses articles L. 171-6, L. 171-8, L. 172-1, L. 511-1, L. 514-5;

**Vu** l'arrêté préfectoral d'autorisation D3-2007-n°543 délivré le 20 septembre 2007 à la société ALLTUB FRANCE pour l'exploitation d'une installation de fabrication du tubes d'aluminium sur le territoire de la commune de Saumur, sise Boulevard Jean Moulin – ZI du clos Bonnet, concernant notamment la rubrique 2940 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

**Vu** l'article 7.3.3 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 20 septembre 2007 susvisé qui dispose : « Les installations électriques doivent être conçues, réalisées et entretenues conformément à la réglementation du travail et le matériel conforme aux normes françaises qui lui sont applicables. [...] Le matériel électrique est entretenu en bon état et reste en permanence conforme en tout point à ses spécifications techniques d'origine. Les conducteurs sont mis en place de manière à éviter tout court-circuit [...]. » ;

**Vu** le rapport de l'inspecteur de l'environnement transmis à l'exploitant par courrier en date du 15 novembre 2016 conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement ;

**Vu** les observations de l'exploitant formulées par courrier en date du 30 novembre 2016 ;

**Considérant** que lors de la visite en date du 25 octobre 2016 et lors de l'examen des éléments en sa possession, l'inspecteur de l'environnement (spécialité installations classées) a constaté les faits suivants : 524 non-conformités électriques ont été relevées en 2016 lors de la vérification annuelle des installations par un organisme agréé. Ce nombre est en augmentation en 2016, malgré la mise en place d'outils de suivi (gestion de maintenance assistée par ordinateur, plan d'action dédié). Les comptes rendus de vérification électrique « Q18 » du 19 août 2016 mentionnent que les installations électriques peuvent entraîner des risques d'incendie et d'explosion ;

**Considérant** que ces constats constituent un manquement aux dispositions de l'article 7.3.3 de l'arrêté préfectoral susvisé ;

**Considérant** que ces faits avaient déjà fait l'objet d'un constat d'écart lors de la visite d'inspection du 01 juillet 2015 ;

**Considérant** que face à ce manquement, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la société ALLTUB FRANCE de respecter les prescriptions dispositions de l'article 7.3.3 de l'arrêté préfectoral susvisé, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

Sur proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la préfecture de Maine-et-Loire,

**ARRETE :**

**Article 1** - La société ALLTUB FRANCE exploitant une installation de fabrication de tubes d'aluminium sur le territoire de la commune de Saumur, sise Boulevard Jean Moulin – ZI du clos Bonnet, est mise en demeure de respecter les dispositions de l'article 7.3.3 de l'arrêté préfectoral du 20 septembre 2007 en maintenant ses installations électriques en bon état – en particulier au regard des risques d'incendie et d'explosion que peuvent entraîner ces installations électriques, avant le 01 septembre 2017.

**Article 2** - L'exploitant adresse à l'inspection des installations classées, avant le 01 septembre 2017, les justificatifs attestant du respect des dispositions mentionnées à l'article 1.

**Article 3** - Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 1 ne serait pas satisfaite dans le délai prévu par ce même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

**Article 4** - Conformément à l'article L. 514-6 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Nantes, dans les délais prévus à l'article R. 514-3-1 du même code :

- par l'exploitant dans un délai de deux mois qui suivent la date de notification du présent arrêté ;
- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du même code dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de ces décisions.

**Article 5** - Une copie du présent arrêté sera affichée pendant un mois à la mairie de SAUMUR et ensuite conservée dans les archives de la mairie. Procès-verbal de l'accomplissement de ces formalités sera dressé par les soins du maire de SAUMUR et envoyé à la préfecture, bureau des procédures environnementales et foncières.

**Article 6** - Le secrétaire général de la préfecture, le sous-préfet de SAUMUR, le maire de SAUMUR, la directrice régionale de l'environnement de l'aménagement et du logement et le directeur départemental de la sécurité publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié à la société ALLTUB FRANCE.

Fait à ANGERS, le **13 JAN. 2017**

Pour la Préfète et par délégation,  
le Secrétaire Général de la préfecture



Pascal GAUCI